

Malgré ses imperfections, le paquet Asile constitue une étape vers davantage de solidarité et de responsabilité

Publié le: 12-06-2013



Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a adopté aujourd'hui un paquet législatif qui permet de franchir une nouvelle étape vers l'achèvement du régime d'asile européen commun (RAEC) - qui aurait dû être opérationnel en 2012 selon le programme de Stockholm - et la fixation de normes minimales harmonisées pour les systèmes d'asile des États membres.

Cecilia WIKSTRÖM (Folkpartiet Liberalerna, Suède), rapporteur du Parlement européen sur la nouvelle réglementation Dublin III, qui fixe les critères permettant de déterminer quel État membre est responsable de l'examen d'une demande d'asile d'une manière plus efficace, a déclaré: "Les règles sont finalement beaucoup plus claires et surtout plus humaines. Ce nouveau système peut offrir davantage de protection et d'assistance aux demandeurs d'asile. La partie la plus difficile est maintenant la mise en œuvre par les États membres afin de garantir un système d'asile valable au sein de l'UE".

"Un système d'asile de l'UE ne peut pas être basé sur 27 procédures différentes. Seule une minorité de pays acceptent presque toutes les demandes d'asile. Nous devons assumer une responsabilité conjointe et faire preuve de solidarité", a ajouté Cecilia Wisktröm, se référant à la refonte de la directive sur les procédures d'asile pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, selon des normes et des garanties.

Sara LUDFORD (LibDem, Royaume-Uni) porte-parole de l'ADLE sur le règlement Eurodac, qui permet d'établir quel État membre devrait examiner une demande d'asile par l'archivage et la comparaison des empreintes digitales des demandeurs d'asile, a déclaré: "Ce n'est pas un ensemble parfait, ni même un véritable système commun. Nous n'avons pas encore atteint une équité complète et l'efficacité dans l'UE en ce qui concerne la gestion de l'asile, pour cela il faut à la fois des lois communes de l'UE et une coopération concrète. En ce qui concerne Eurodac, l'ADLE a garanti de strictes limites quant à la portée de l'accès de la police aux données et des mesures de protection plus solides pour les droits individuels."

Nadja HIRSCH (FDP, Allemagne) porte-parole de l'ALDE sur la directive sur les conditions d'accueil, qui accroît la protection des demandeurs d'asile par rapport aux normes communes en vigueur en matière d'accueil et de traitement des demandes, a déclaré: "Compte tenu de la situation catastrophique des demandeurs d'asile dans certains États membres - avec pas ou peu d'accès aux soins de santé, au logement ou même à des repas - nous aurions souhaité des normes encore meilleures en matière d'accueil. Cependant, les demandeurs d'asile seront désormais en mesure de travailler 9 mois après leur arrivée au lieu de 12 mois, ce qui constitue une grande réussite pour les démocrates et les libéraux. L'accès au marché du travail est la clé d'une intégration réussie."